

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Face au turbo de la libéralisation, la lente progression des services d'intérêt général

La communication du 20 septembre : clarifications ou ambiguïtés ?

La Commission a adopté le 20 septembre sa communication actualisée sur "Les services d'intérêt général en Europe". Le but officiel de cette révision était la prise en compte de l'article 16 du traité. Il s'est agi, surtout, pour la Commission, de clarifier l'application des règles de concurrence, afin de répondre aux interrogations d'autorités publiques locales, en particulier allemandes.

A cette fin, la Commission affirme un certain nombre d'éléments : notamment, que l'article 16 reconnaît que la fonction des services d'intérêt économique général fait partie des principes du traité ; que les services non économiques (santé, éducation, etc.) ne relèvent pas de la concurrence ; qu'il faut tenir compte des spécificités culturelles et historiques ; que ce sont les Etats qui décident et définissent *in fine* ce que sont les services d'intérêt économique général, le rôle de la Commission étant de vérifier qu'il n'y a pas d'erreur manifeste ; que les services publics locaux ne relèvent pas des règles générales de la concurrence s'ils n'affectent pas les "échanges entre Etats membres".

En même temps, la Commission affirme tout au long du texte les bienfaits de la libéralisation et donc la nécessité de l'accélérer. La logique proposée est la suivante : "les Etats membres disposent de plusieurs possibilités pour assurer la prestation des services d'intérêt général, qui vont d'une ouverture du marché à la concurrence en passant par l'imposition d'obligations de services publics, jusqu'à l'octroi de droits spéciaux ou exclusifs à un seul opérateur, ou à un nombre limité d'opérateurs, avec ou sans mécanismes de financement".

Non seulement, le contenu de la communication est ambigu, mais au regard des politiques menées sectoriellement, beaucoup d'interrogations, de doutes et de critiques persistent. Si les services publics locaux ne sont pas soumis aux règles de la concurrence et si le choix est laissé aux autorités locales, ce ne sera bientôt plus le cas dans les transports urbains compte tenu des projets de règlement sur les obligations de service public (cf. bulletin 62). Si ceux-ci sont soumis à des obligations d'appels d'offres limités dans le temps, sont interdits de prestation directe par les collectivités elles-mêmes (régie ou entreprises communales), pourquoi d'autres services publics locaux (eau, déchets, assainissement, etc.) ne seraient-ils pas demain, également soumis aux mêmes obligations que les transports ?

Le CELSIG analysera plus précisément cette communication lors de sa réunion du 10 octobre prochain, mais il apparaît que le texte n'apporte ni réelles clarifications, ni sécurité juridique. La Commission oublie sa mission de faire des propositions pour construire l'Europe : le texte est très frileux en matière d'évaluation et de consultation, de protection des consommateurs, n'aborde pratiquement pas la question pourtant essentielle ...

The slow progression of services of general interest, against rapid liberalisation

**The Commission's communication of 20th September:
clarifications or ambiguities?**

On 20th September the Commission adopted its updated communication on "Services of general interest in Europe". The official aim of this revision was to take into account article 16 of the Treaty. In particular, the Commission wished to clarify the application of competition rules, in order to answer a number of questions being asked by local public authorities, mainly Germans.

To this end, the commission confirms a certain number of points notably; that article 16 acknowledges that the function of services of general economic interest is part of the principles of the Treaty; that non-economic services (health, education, etc.) do not come under the umbrella of competition; that it is necessary to consider historical and cultural specificities; that it is the responsibility of the States to define and decide *in fine* what constitutes services of general economic interests. The role of the Commission being to ensure that there are no obvious errors committed and that local public services are not covered by general rules of competition if their activities do not involve "exchanges between Member States"

At the same time, throughout the text, the Commission insists on the positive aspects of liberalisation and thus on the necessity to speed it up. The argument set forth is as follows: "Member states have a number of possibilities, at their disposal, to ensure the provision of services of general interest, which stretch from the opening up of the market to competition, then through imposing obligation of public services and all the way up to granting exclusive and special rights to a single operator or a limited number of operators, accompanied or not by financing mechanism"

Not only is the content of the communication ambiguous, but also, in view of sectorial oriented policies, a number of questions, doubts and criticisms, persist. If local public services are not governed by competition rules and if the choice is left to the discretion of local authorities, it will soon not be the case for urban transport services, due to drafts of regulation concerning public services obligations (cf. bulletin 62). If these services are subjected to the obligation of public tender, limited in time and, are prohibited from direct services by the local communities themselves (firms controlled or owned by local governments) why wouldn't other local public services (water, refuse collection, sewage, etc.) not be, in future, equally subjected to the same obligations as the transport services?

CELSIG will analyse more closely this communication during its meeting on the 10th October, however, it seems that the text does not bring forth neither real clarification nor the legal security. The Commission forgets its mission of making propositions meant to contribute in building Europe: the text treats, rather timidly, questions of evaluation and consultation; that of consumers' protection and leaves practically untreated the essential ...

de la "régulation" (nationale et européenne), n'évoque pas la perspective de services européens. Il manque d'ambition et de clarté.

Charte des droits fondamentaux : encore un effort !

Le projet de Charte qui sera soumis au Conseil de Biarritz comporte un article 36 ainsi rédigé : "Accès aux services d'intérêt économique général. L'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations nationales, conformément au traité instituant la Communauté européenne, afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l'Union".

L'existence de cet article dans la charte est une bonne chose, il souligne l'importance des services d'intérêt général pour la construction européenne et pour les citoyens et résidents au sein de l'Union. Cependant, il n'ouvre pas un "droit aux services d'intérêt général" et ne fait donc pas de ceux-ci un élément de la garantie des droits fondamentaux comme le proposait le CELSIG. Par ailleurs, en se référant uniquement aux "législations et pratiques nationales" (ce qui est utile pour une bonne application du principe de subsidiarité), il n'ouvre pas, non plus, la voie à des services européens d'intérêt général, pourtant nécessaires pour construire l'Europe.

Encore un effort, pourrions-nous dire aux dirigeants et instances européennes, pour proposer un projet ambitieux pour l'Europe.

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

Energie

Afin d'accélérer la libéralisation du secteur de l'énergie, la Commission a organisé une audition publique le 14 septembre ouverte aux parties concernées (partenaires sociaux, groupes écologistes, distributeurs et fournisseurs, gestionnaires de réseaux de transport – GRT -, compagnies de gaz et d'électricité, consommateurs, échangeurs d'énergie, etc.).

Si 52 organisations ou sociétés ont été entendues, force est de constater qu'il s'est agi avant tout des acteurs "installés", sans véritable débats. A l'issue de cette audition, la Commission a choisi de proposer de nouvelles mesures de libéralisation concernant les conditions d'accès au réseau, les GRT, l'infrastructure et les obligations de service public.

Selon la commissaire en charge de l'énergie, Loyola de Palacio, les différences de conditions d'accès selon les Etats membres créent des discriminations entre les consommateurs et des problèmes de réciprocité entre les pays. Un véritable accès au marché ne sera atteint que par une ouverture intégrale et généralisée de celui-ci et certaines mesures sont susceptibles d'améliorer la situation comme l'indépendance des GRT, la publication des tarifs de transport du gaz et de l'électricité, celle des prix à l'importation et à l'exportation. La commissaire a rejeté l'argument selon lequel la libéralisation se ferait au détriment de la qualité des services publics. Elle considère qu'une bonne législation suffit pour garantir un service de qualité et que les normes environnementales s'amélioreront parallèlement à la libéralisation des marchés.

La Commission présentera bientôt les résultats d'une première étude comparative des différents services offerts au consommateur européen d'énergie.

question of "regulation" (national and European). Further, it does not mention the perspective of European services. It lacks ambition and clarity.

Charter of fundamental rights: further efforts needed!

The draft of the Charter to be presented at the Council of Biarritz is composed of 36 articles titled "Access to services of general economic interest. The Union acknowledges and respects access to services of general economic interest such as laid out by national legislations, in accordance with the Treaty that establishes the European Community, with the aim of promoting the Union's social and territorial cohesion".

The presence, in the Charter, of this article is a good thing for, it underlines the significance of services of general interest in the construction of Europe and for the citizens and residents within the Union. However, it does not provide for the "right to services of general interest" neither does it make these services a guarantee of fundamental rights, as was proposed by CELSIG. Further, in making reference solely to "national legislations and practices" (which is useful in ensuring proper application of the principle of subsidiarity) it does not open way to European services of general interest, which are necessary for the construction of Europe.

We would therefore call upon European authorities and Institutions to make further efforts in order to come up with a more ambitious draft for Europe.

Jean-Claude Boual and Pierre Bauby

Energy

In order to speed up liberalisation in the energy sector, the Commission organised a public audition on 14th September, which was open to all parties concerned (social partners, ecologist groups, distributors and suppliers, transmission system operators – TSO-, electricity and gas companies, consumers, energy converters, etc).

Although 52 organisations or firms were auditioned these were mainly "established" ones lacking in genuine debates. At the end of the audition, the Commission proposed new liberalisation measures concerning conditions of access to the network, the TSO, the infrastructure and public services obligations.

According to Mrs. Loyola de Palacio, Commissioner responsible for energy, differences in conditions of access among member states, creates discriminations among consumers, as well as problems of reciprocity among countries. A real access to the market will only be attained through complete and generalised openness. Certain measures could improve the situation, some of which are; the independence of TSO, the publication of tariffs for gas and electricity as well as that of the import and export prices. The Commissioner rejected the idea that liberalisation shall be reached to the detriment of the quality of public services. She is of the opinion that an appropriate legislation would be sufficient in guaranteeing a quality service and that environmental norms will improve along with the liberalisation of markets.

The Commission will soon present results of the first comparative study of different services offered to European consumers of energy.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.